

# Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10624 - JEUDI 29 JUIN 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

## Le Premier ministre Jugnauth assiste à une réception pour marquer le 63e anniversaire de l'indépendance de Madagascar



Page 3



**Lancement d'un chatbot gouvernemental visant à améliorer les services gouvernementaux pour mieux répondre aux besoins des citoyens**

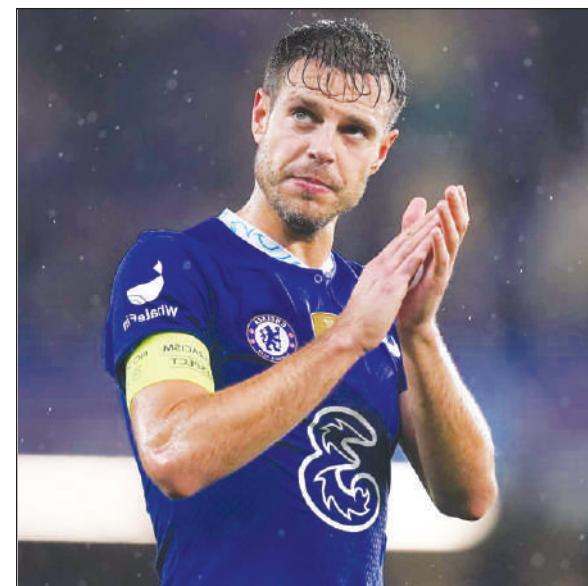
Page 3

### Foot News



**Tottenham s'apprête à signer Vicario après avoir soumis une offre officielle**

Page 8



**César Azpilicueta proche d'être libéré par Chelsea, destination l'Inter**

Page 8

France

**Mégaprojets de TotalEnergies : des Ougandais demandent réparation devant la justice française**



Page 4

**Amazon conteste l'augmentation des frais de port sur les livres devant le Conseil d'Etat**



Page 4

**CNN révèle un enregistrement où Trump évoque des plans pour attaquer l'Iran gardés chez lui**



Page 5

**A la télé aujourd'hui**



06.00 New Amsterdam  
07.15 Serial: Absentia  
08.00 Serial: Chicago Med  
09.35 Le Chemin Du Destin  
09.55 A Que No Me Dejas  
10.25 The Gardener's Daughter  
10.50 Tele: Marimar  
12.00 Le Journal  
12.25 Tele: Sublime Mensonge  
13.15 Tele: Fierce Angel

13.45 Tele: Imperio De Mentiras  
14.10 L'incroyable Hulk  
15.22 Film: Glengarry Glen Ross  
17.15 The Gardener's Daughter  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Wagle Ki Duniya  
18.56 Serial: Mere Dad Ki Dulhan  
19.30 Le Journal  
20.30 Film: Jug Jugg Jeeyo Stars: Varun Dhawan, Anil Kapoor, Kiara Advani



07.13 Local: Toc Toc Doc  
09.19 Local: Come On Let's Dance  
11.11 Local: Les Klips  
12.03 Local: Rodrig Spor  
12.26 Mon Jardin Ma Maison  
12.51 Local: Toc Toc Doc  
13.11 Local: En Forme  
13.31 Local: Agir Ensemble  
13.57 Rodrig: Klip Seleckson

16.10 Local: Come On Let's Dance  
17.05 Local: Radio Vision  
18.00 Imperio De Mentiras  
18.31 A Que No Me Dejas  
19.00 Live: Zournal Kreol  
19.20 Rodrig: Li Bon Ou Konnin  
19.40 Le Magazine De L'emploi  
19.48 Les Grandes Lignes  
20.30 Local: Meshiaagare  
20.45 Local: Evasion  
23.00 Le Journal  
23.20 Local: Groov'in



07.00 Serial: Chacha Bhatija  
08.04 Mag: Tirh Yatra  
08.27 Local: Kala  
08.53 Local: Anjoria  
09.19 Local: Virasat  
09.28 Local: Gyan Vigyan  
10.03 Serial: Suhani Si Ek Ladki  
11.27 Radha Krishna  
12.00 Film: Aman Starring: Rajendra

Kumar, Saira Banu, Balraj Sahni, C. Usmani  
15.30 Serial: Badki Malkaain  
16.00 Serial: Agniphera  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Local: Amrit Vaani  
19.11 Local: Swami Dayanand  
19.37 Local: Akshay Dhaara  
20.01 Local: Hunarbaaz  
20.30 Serial: Surya Puran  
21.37 Serial: Jag Jaanani Maa  
22.42 Jijaji Chhat Par Hain



06.03 Mag: Motorweek  
09.25 Doc: Fine Arts Sculptures  
09.58 Doc: Focus On Europe  
10.39 Doc: Opaque Worlds  
11.26 Doc: Sweet Magic  
12.00 Mag: Vous Et Nous  
12.25 Doc: World Heritage  
13.04 Doc: The Inside Story  
13.26 Doc: Secret Des

Plantes  
15.04 D.Anime: Les Nouvelles...  
15.22 Panda And Little...  
15.34 D.Anime: La Petite Ecole...  
15.42 Fast And Furious  
16.10 D.Anime: Fangbone  
16.39 D.Anime: Sissi  
17.10 Mag: Lab 360  
17.36 Mag: National Anthem  
17.54 Doc: Sweet Magic  
17.55 Doc: Eco India  
18.30 Mag: Shift  
18.42 Mag: Carnet De Sante



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana  
15.21 Film: Aag Stars: Govinda, Shilpa Shetty, Sonali Bendre  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Kundali Bhagya  
19.00 Udaariyaan  
19.30 Kuch Rang Pyar Ke Aise..

20.00 Sasural Simar Ka 2  
20.30 Radha Krishna  
21.02 Anupamaa  
21.30 Mere Sai  
22.01 Kismat Ki Lakiron Se  
22.31 Kabhi Kabhie Lttefaq Sey  
22.59 Patiala Babes  
23.30 Film: Aag Stars: Govinda, Shilpa Shetty, Sonali Bendre  
02.12 Kundali Bhagya  
02.41 Serial: Udaariyaan

**Le Socialiste**

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

**Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah**

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélémy, Port-Louis  
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

# Les infirmières anglaises mettent fin à leur grève historique

La menace de nouveaux débrayages des infirmières en Angleterre s'est dissipée mardi après qu'un vote organisé par le principal syndicat de la profession n'a pas réuni les suffrages suffisants pour la poursuite d'un mouvement social débuté fin 2022.

Le Royal College of Nursing (RCN) a annoncé que seuls 43 % de ses plus de 100 000 membres avaient participé à ce scrutin, soit moins que le seuil légal de 50 % nécessaire pour valider le résultat.

Parmi ceux qui se sont prononcés, 84 % se sont dits favorables à de nouvelles grèves.

Le syndicat s'était engagé en décembre dernier dans un mouvement social inédit depuis sa création il y a plus d'un siècle, pour réclamer des augmentations de salaire face à l'inflation et de meilleures conditions de travail.

Les membres du RCN votaient sur la suite de ce mouvement après avoir rejeté une proposition du gouvernement d'augmenter de 5 % leurs rémunérations.

La secrétaire générale du syndicat



Pat Cullen a estimé mardi que ce résultat serait « décevant » pour beaucoup des membres du RCN, mais a assuré que « le combat pour des salaires justes et un personnel suffisant [...] est loin d'être terminé ».

Outre les infirmières, de nombreuses professions comme les cheminots, les ambulanciers ou les agents publics, ont mené des grèves ces derniers mois au Royaume-Uni

pour réclamer des hausses de salaires, sur fonds d'inflation et de crise du coût de la vie.

Les médecins hospitaliers ont annoncé la semaine dernière cinq jours de débrayage en juillet, soit la grève la plus longue dans l'histoire du service public de santé, le NHS, déjà sous pression après des années de sous-financement et la pandémie de COVID-19.

## New York inaugure les jours de congés à l'école pour célébrer les fêtes musulmanes

Les écoles de la ville fermaient déjà à l'occasion de certaines fêtes chrétiennes et juives. Jeudi, les classes seront fermées pour la première fois à l'occasion d'une fête musulmane, comme c'est déjà le cas dans d'autres villes américaines.

Les écoliers de New York pourront rester chez eux mercredi et jeudi. L'école a pourtant bien repris dans la plus grande ville des États-Unis, mais la municipalité applique cette année une promesse de campagne du maire Bill de Blasio, élu en 2013: l'instauration de jours fériés pour des fêtes musulmanes. Ce mercredi, comme depuis plusieurs années, les familles new-yorkaises qui le souhaitent peuvent célébrer le Yom Kippour, fête juive. Jeudi, ce sera l'Aïd-el-Kébir, la fête du sacrifice musulmane, qui sera pour la première fois à l'honneur.

Le maire démocrate avait annoncé la mesure en mars dernier, estimant qu'elle permet de « refléter la force et la diversité de notre ville ». «Des centaines de milliers de familles musulmanes n'auront plus à choisir entre respecter les jours les plus sacrés de leur calendrier ou aller à l'école», s'était-il félicité. Son adversaire dans la course à la mairie de New York, Joe Lhota, avait fait la même promesse. Les enfants musulmans représentent un peu moins de 10% des 1,1 million élèves des écoles publiques de New York, selon les autorités. Une étude de 2008 de l'université de Columbia repérée par Libération rappelait que ce taux peut atteindre 20% dans certains quartiers populaires du Queens. Entre sept et dix millions de musulmans vivent aux Etats-Unis, dont un million environ à New York.

Les 1800 écoles de la ville ferment déjà pour plusieurs fêtes juives et chrétiennes. La semaine dernière, les établissements sont restés clos lundi et mardi pour Rosh Hashana, le nouvel an juif, relève le New York Times. Aucun jour n'était jusqu'alors réservé à une fête musulmane. Un autre jour de congé supplémentaire doit également être instauré en 2016 pour la fête musulmane de l'Aïd-el-Fitr, qui marque la fin du jeûne du ramadan.

La ville n'est pas la première à mettre en place des jours de congés pour des fêtes musulmanes. Des établissements du Vermont, du Massachusetts et du New Jersey ont déjà adopté ce fonctionnement. Depuis plusieurs années, les leaders de la communauté musulmane de New York le demandaient, espérant notamment que cette prise en compte contribue à lutter contre l'islamophobie. En 2009, le conseil municipal de New York avait unanimement adopté une résolution en ce sens. Le maire de l'époque, Michael Bloomberg, n'avait toutefois jamais appliqué la mesure



craignant que cela ouvre la voie à de trop nombreuses autres revendications du même genre dans cette ville cosmopolite.

### Problèmes d'organisation

Invités à témoigner de leur expérience par le New York Times, beaucoup de parents new-yorkais, sans être hostiles à la mesure, pointent la difficulté de s'organiser en l'absence de structures d'accueil abordables. «Heureusement pour nous, l'école de ma fille propose gratuitement un programme d'activités après l'école, qui fonctionne également toute la journée lorsque les écoles sont fermées pour des fêtes religieuses», témoigne une mère de famille. «Cela nous a évité de devoir poser des congés sans soldes, ce qui aurait fait de septembre un mois difficile.» Un autre internaute confirme: «Logistiquement, cela a été compliqué.»

Certains y voient une solution à l'absentéisme. «Étant donné qu'un certain pourcentage des étudiants et enseignants seront absents, c'est une perte de temps que de laisser les écoles ouvertes», écrit Lizbeth. «Je ne suis pas croyante, mais j'apprécie assurément que mon bureau ferme pour Noël.»

À l'inverse, d'autres commentateurs fustigent une multiplication trop importante des jours non travaillés. «Si chaque communauté représentée dans la ville obtient un jour de congé, il n'y aura plus d'école», ironise un internaute. «Nous avons des jours fériés juifs, légaux, musulmans. Et pourquoi pas chinois?», renchérit un autre. Ce dernier ne croit pas si bien dire: en février 2016, un autre jour de congé sera ajouté au calendrier scolaire pour le Nouvel an lunaire, observé en Chine et dans de nombreux pays asiatiques.

# Le Premier ministre Jugnauth assiste à une réception pour marquer le 63e anniversaire de l'indépendance de Madagascar

**L**e Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, a assisté, à une réception officielle offerte par l'Ambassadeur de Madagascar à Maurice, M. Camille Vital, à la Mairie de Curepipe, à l'occasion du 63ème Anniversaire de l'Indépendance de Madagascar.

Le Président de la République de Maurice, M. Prithvirajsing Roopun, le Vice-Président de la République de Maurice, M. Marie Cyril Eddy Boissezon, et d'autres personnalités éminentes étaient également présents à cette occasion.

Dans son allocution, l'ambassadeur malgache a souligné que cela fait 63 ans que Madagascar a retrouvé sa souveraineté après plusieurs insurrections et de longues négociations avec la puissance colonisatrice. Ces 63 années, a-t-il observé, ont été une période d'apprentissage pour forger des institutions et consolider la démocratie.

L'ambassadeur Vital a souligné que, depuis un an, Madagascar assume la présidence de la Commission de l'océan Indien (COI). Pour la première fois depuis sa création, a-t-il déclaré, la CIO a adopté un plan de développement stratégique convenu avec toutes les parties prenantes à court, moyen et long terme. Il a en outre souligné que la voix de la COI est désormais plus



audible auprès des organisations régionales telles que l'Indian Ocean Rim Association et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, où elles plaident pour une meilleure coordination des efforts au sein de la région.

L'ambassadeur malgache a également saisi cette occasion pour rappeler que les 11èmes Jeux des îles de l'océan Indien

seront accueillis par Madagascar du 23 août au 03 septembre 2023. Ces jeux, a-t-il affirmé, seront un hommage aux performances exceptionnelles de nos athlètes et une opportunité pour Madagascar à renouveler son hospitalité envers les pays participants.

Sur une autre note, l'ambassadeur Vital a souligné que Maurice et Madagascar sont

activement impliqués dans un dialogue pour faire face aux réalités régionales telles que la prolifération rapide de la drogue. À ce titre, a-t-il souligné, la Conférence sur la toxicomanie pour les pays de la région de l'océan Indien occidental, qui s'est tenue à Maurice en avril dernier, est une étape importante vers une coopération intégrée de nos agences de lutte contre le trafic de drogue.

En outre, il a déclaré que la migration pour le travail est également un problème important car quelque 6 000 Malgaches travaillent dans des entreprises à Maurice dans divers secteurs. Selon lui, la finalisation d'un accord bilatéral sur le travail est un impératif pour maintenir des normes élevées en matière de suivi et de protection des migrants.

Parlant du secteur du tourisme, l'Ambassadeur Vital a rappelé que Maurice était l'invité d'honneur du Salon international du tourisme de Madagascar. La reprise du tourisme et la concurrence qui l'accompagne invitent les deux pays à utiliser tous les leviers disponibles pour maintenir une forte attractivité pour la région, a-t-il ajouté.

## Lancement d'un chatbot gouvernemental visant à améliorer les services gouvernementaux pour mieux répondre aux besoins des citoyens

**L**e Government Chatbot, un assistant virtuel intelligent visant à fournir un accès transparent aux services publics et aux solutions aux besoins des citoyens tout en renforçant les liens entre le gouvernement et les citoyens, a été lancé le vendredi 23 juin 2023 à l'hôtel Le Méridien à Pointe aux Piments.

Le président de la République de Maurice, M. Prithvirajsing Roopun, le ministre des technologies de l'information, de la communication et de l'innovation, M. Darsanand Balgobin, le ministre du travail, du développement des ressources humaines et de la formation, le ministre du commerce et de la protection des consommateurs, M. Soodesh Callichurn, le président de l'Assemblée nationale, M. Sooroojdev Phokeer, et d'autres personnalités étaient présentes au lancement.

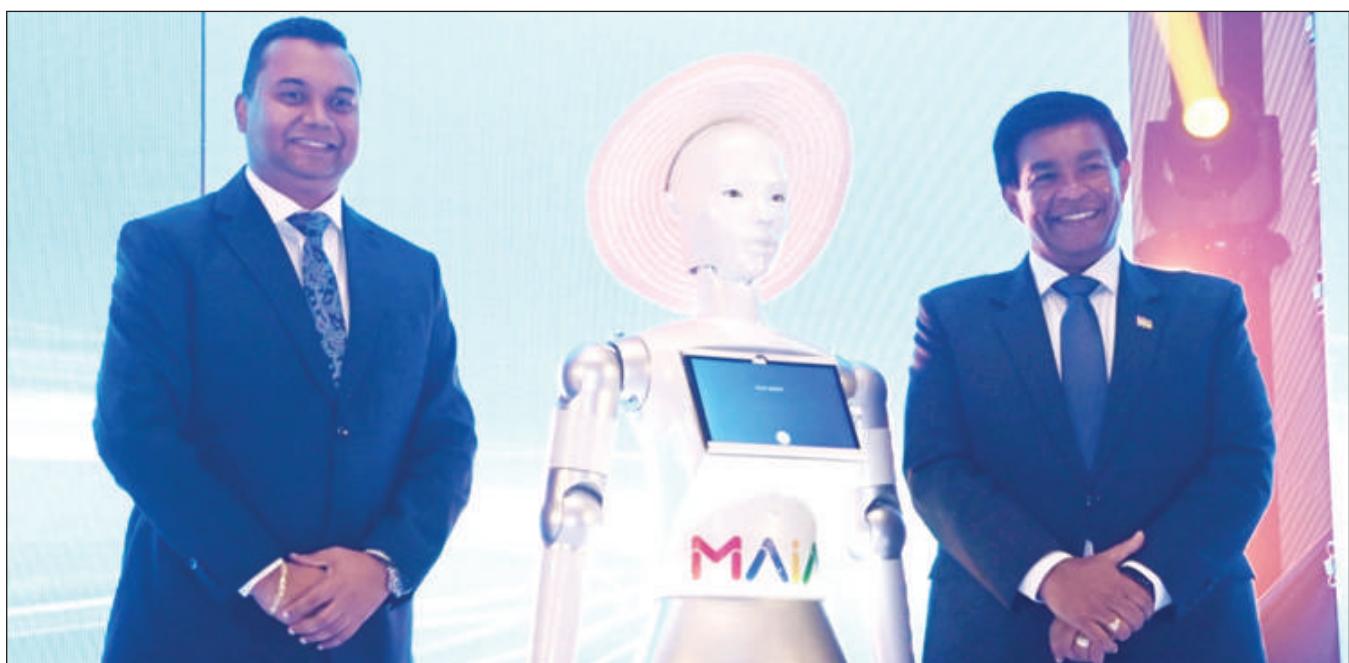
Dans son discours d'ouverture, le président Roopun a déclaré que l'événement était une occasion capitale, car il coïncidait avec la Journée des Nations Unies pour la fonction publique, où la valeur et la vertu du service public à la communauté et au monde en général ont été célébrées.

Il a salué le projet remarquable ainsi que le ministère des Technologies de l'information, de la Communication et de l'Innovation pour la mise en œuvre réussie du chatbot gouvernemental qui révolutionnerait la façon dont les citoyens interagissent avec les agences gouvernementales. Le Président a exhorté la population à faire un usage optimal du Chatbot et à fournir des retours précieux pour l'amélioration continue du service.

"L'île Maurice", a souligné M. Roopun, "avec son engagement indéfectible à innover, à se moderniser et à se développer, a mis en avant un certain nombre d'initiatives technologiques". Il a ajouté que Maurice se situait au sommet des 27 économies d'Afrique subsaharienne dans l'indice mondial de l'innovation et s'était assuré la 45e position au niveau mondial en gagnant sept places remarquables.

Le président a par ailleurs souligné qu'au fil des années, le pays s'était imposé comme un pôle d'excellence technologique, attirant des talents mondiaux et favorisant un écosystème propice à l'innovation numérique. Il a souligné la nécessité de continuer à investir dans la recherche et le développement et à entretenir le vivier de talents du pays.

Pour sa part, le ministre Balgobin a déclaré que le lancement du chatbot gouvernemental était une autre étape importante vers un gouvernement plus efficace et accessible pour mieux servir les citoyens, en exploitant la puissance de la technologie. "Notre vision est de créer une



société où les avantages de l'innovation sont accessibles à tous, où la puissance de l'intelligence artificielle et d'autres technologies émergentes devient une force motrice de changement positif", a-t-il déclaré.

"Le Chatbot", a-t-il souligné, "témoigne de la réponse du gouvernement à l'évolution du paysage technologique et de son engagement à fournir une interface moderne et conviviale qui répond aux divers besoins des citoyens. Il est conforme au programme de transformation numérique du gouvernement et s'efforce de tirer parti des nouvelles technologies pour améliorer la prestation des services gouvernementaux", a-t-il déclaré.

« En introduisant des technologies de pointe, non seulement nous simplifions les processus administratifs, mais nous favorisons également un lien plus fort entre nos citoyens et le gouvernement », a déclaré le ministre. Il a souligné qu'en plus de fournir des informations et une assistance, cette technologie innovante servirait également d'outil précieux pour recueillir des commentaires et comprendre les besoins des citoyens. "Cela représente une transition vers un gouvernement plus inclusif, efficace, numérisé et centré sur les citoyens", a-t-il souligné.

Le ministre a reconnu la responsabilité qui accompagne les nouvelles technologies et a souligné la nécessité de trouver un équilibre entre les capacités impressionnantes

de l'intelligence artificielle et de s'assurer que les utilisateurs comprennent les limites. Il a exprimé sa gratitude à tous ceux qui ont travaillé sans relâche pour faire du Chatbot gouvernemental une réalité.

### À propos du chatbot du gouvernement

Le chatbot gouvernemental agira comme un assistant virtuel, offrant des informations en temps réel, répondant aux questions et guidant les individus à travers diverses procédures gouvernementales, le tout par une simple conversation. Cet outil innovant desservira dans un premier temps le site Internet de la Direction des Technologies de l'Information, de la Communication et de l'Innovation, et sera éventuellement déployé sur les sites de la Cellule d'Appui au Citoyen et de la Division de l'Etat Civil.

Le Chatbot est conçu comme un support multilingue via l'anglais, le français et inclura Kreol Morisien à un stade ultérieur. Les citoyens pourront interagir avec le Chatbot en lui parlant au lieu de taper, quelle que soit leur préférence linguistique. La fonction vocale complétera les interactions textuelles.

Les citoyens peuvent prendre rendez-vous, télécharger leurs certificats de naissance et de mariage car le Chatbot s'intègre aux plateformes gouvernementales comme Maupass, MoRendezvous et Mokloud.

## France

# Mégaprojets de TotalEnergies : des Ougandais demandent réparation devant la justice française

Vingt-six Ougandais et cinq associations françaises et ougandaises ont lancé, mardi, une nouvelle action en justice en France contre le géant français TotalEnergies. Ils demandent "réparation" pour les "préjudices" causés, selon eux, par ses mégaprojets controversés en Ouganda.

**T**otalEnergies de nouveau devant la justice française : 26 Ougandais et cinq associations françaises et ougandaises ont lancé, mardi 27 juin, une nouvelle action afin de demander "réparation" au géant français pour ses mégaprojets controversés en Ouganda.

Cette action vise les "violations des droits humains" causées, selon eux, par deux chantiers colossaux : le projet de forage pétrolier Tilenga, et le projet d'oléoduc EACOP (East African Crude Oil Pipeline).

Le projet Tilenga est un forage de 419 puits de pétrole, dont un tiers dans le parc naturel des "Murchison Falls" – chutes du Nil blanc, parmi les plus puissantes au monde –, réserve de biodiversité et plus grand parc national d'Ouganda.

L'EACOP est un oléoduc chauffé de 1 500 km jusqu'à la côte tanzanienne, qui franchit plusieurs aires naturelles protégées.

"Il s'agit cette fois-ci d'une action en réparation car les violations des droits humains causées par ses projets Tilenga et EACOP, que la première action en justice lancée en 2019 (en France) visait à empêcher, se sont désormais réalisées



faute de décision judiciaire rapide sur le cœur de l'affaire", précise un communiqué de ces associations transmis à l'AFP.

Les demandeurs sont 26 membres des communautés affectées par les projets Tilenga et EACOP en Ouganda, le défenseur des droits humains ougandais Maxwell Atuhura et cinq associations françaises et ougandaises : AFIEGO, les Amis de la Terre France, NAPE/Amis de la Terre Ouganda, Survie et TASHA Research Institute.

#### "Total a causé de graves préjudices aux demandeurs"

Une conférence de presse se tenait mardi à Paris pour annoncer cette action de justice, en présence de ces associations et de plusieurs des demandeurs ougandais, qui ont dénoncé des "violations" et du "harcèlement".

"Total a causé de graves préjudices aux demandeurs, notamment concernant leurs droits à la terre et à l'alimentation. Ils sollicitent donc la condamnation de l'entreprise à les indemniser", ajoute le communiqué.

"Il est inacceptable que les compagnies pétrolières étrangères continuent de réaliser des superprofits alors que les communautés affectées par leurs projets en Ouganda sont harcelées, déplacées, mal indemnisées et vivent dans une pauvreté abjecte sur leurs propres terres", dénonce dans ce communiqué Frank Muramuzi, directeur exécutif de l'association NAPE/Amis de la Terre Ouganda.

Selon ces ONG, plus de 118 000 personnes en Ouganda et en Tanzanie sont affectées par des expropriations totales ou partielles du fait des deux projets.

À cause de Tilenga et EACOP, des per-

sonnes "ont été privées de la libre utilisation de leurs terres et ce, pendant plus de trois ou quatre ans", rapporte le communiqué. Cela a conduit à la "privation de leurs moyens de subsistance, et donc à des situations de graves pénuries alimentaires" dans certaines familles.

En outre, à partir de 2022, "les terres de certains villages ont été fortement impactées par des inondations répétées causées par la construction de l'usine de traitement du pétrole (CPF) du projet Tilenga", ajoute le communiqué. "Plusieurs demandeurs ont subi menaces, harcèlement et arrestations simplement car ils avaient osé critiquer les projets pétroliers en Ouganda et en Tanzanie et défendre les droits des communautés affectées", dénoncent également les ONG.

# Amazon conteste l'augmentation des frais de port sur les livres devant le Conseil d'État

**Le géant du commerce en ligne Amazon a annoncé, mardi, qu'il attaquait devant le Conseil d'État une mesure destinée à augmenter les frais de port sur les livres. La multinationale proteste contre "un coup sévère au budget des Français".**

**U**n arrêté ministériel contesté par Amazon. Le géant américain du commerce en ligne a annoncé, mardi 27 juin, qu'il attaquait devant le Conseil d'État une mesure destinée à augmenter les frais de port sur les livres.

Amazon France dépose un recours pour excès de pouvoir contre un arrêté ministériel du 4 avril, qu'il a vigoureusement combattu, explique-t-il dans un communiqué. Cet arrêté, qui doit entrer en vigueur début octobre, fixe à 3 euros le tarif minimal des frais de port pour les commandes inférieures à 35 euros.

L'objectif du gouvernement est d'appliquer la loi du 30 décembre 2021 sur "l'économie du livre", qui avait pour but d'inciter les acheteurs de livres à se rendre en librairie afin d'éviter ces frais de port.

D'après Amazon, la mesure est "contraire au droit et à l'intérêt des consommateurs".



**Amazon dit expédier "près d'un livre sur deux vers des territoires souvent dépourvus de librairie"**

"Elle va pénaliser les lecteurs, les auteurs et la lecture en général" et "porter un coup sévère au budget des Français et limiter leur accès aux livres", a estimé le directeur général d'Amazon France, Frédéric Duval, cité dans le communiqué.

"L'offre en ligne et celle des librairies sont en réalité complémentaires : près d'un

livre sur deux vendu par Amazon est expédié vers des petites villes et campagnes, c'est-à-dire vers des territoires souvent dépourvus de librairie", a-t-il poursuivi.

Amazon invoque l'avis rendu en février par la Commission européenne, très critique contre la France.

Bruxelles estimait que le gouvernement français ne lui avait pas démontré comment l'augmentation des frais de port servirait son objectif de "maintenir un réseau dense

et diversifié" de librairies et "la diversité et la qualité de l'offre éditoriale". La France, par ailleurs, n'a pas "fourni d'évaluation de mesures alternatives moins restrictives", déplorait la Commission.

Amazon se dit favorable à "la mise en place d'un tarif postal dédié, qui existe déjà pour les expéditions de livres vers l'étranger".

Amériques

# CNN révèle un enregistrement où Trump évoque des plans pour attaquer l'Iran gardés chez lui

**Donald Trump évoque des plans classifiés pour attaquer l'Iran qu'il aurait gardés chez lui dans un enregistrement publié lundi soir par CNN. "Cela a été fait par l'armée et m'a été donné", peut-on l'entendre dire à des conseillers.**

Dans un enregistrement publié par CNN lundi 26 juin au soir, l'ancien président américain Donald Trump – inculpé pour sa gestion présumée négligente de secrets d'État après son départ de la Maison Blanche – évoque des plans classifiés pour attaquer l'Iran qu'il aurait gardés chez lui.

Selon la chaîne d'information américaine, il s'agit d'"une conversation en juillet 2021, peu après son départ du pouvoir, durant laquelle l'ex-président Donald Trump reconnaît avoir gardé un document confidentiel du Pentagone portant sur une attaque potentielle contre l'Iran".

"Voici les papiers", dit Donald Trump dans l'enregistrement, en parlant des plans d'attaque du Pentagone à des conseillers.

"Cela a été fait par l'armée et m'a été donné", explique-t-il. "En tant que président, j'aurais pu le déclassifier. Maintenant je ne peux plus, vous savez, mais cela reste un secret."

"Maintenant nous avons un problème", pointe un conseiller. "Comme c'est intéressant", réplique Donald Trump.

Après avoir plaidé non coupable, Donald Trump, au pouvoir de 2017 à 2021, avait été inculpé mi-juin par un tribunal fédéral de Miami, en Floride. L'acte d'accusation, qui mentionne une partie de l'enregistrement diffusé par CNN, a retenu 37 charges contre Donald Trump. L'ancien président avait alors parlé d'"abus de pouvoir odieux", niant avoir conservé des documents classifiés.

Cela ouvre la voie à un procès historique et potentiellement très dommageable pour sa campagne pour la présidentielle américaine de 2024.

**Affaires judiciaires en série**

Donald Trump est accusé d'avoir mis la sécurité des États-Unis en péril en conservant des documents confidentiels, dont des plans militaires ou des informations sur des armes nucléaires, dans des toilettes ou débarras de sa résidence de luxe de Mar-a-Lago, en Floride.

Il lui est également reproché d'avoir refusé de restituer ces documents malgré des injonctions judiciaires, ce qui lui vaut d'être inculpé pour "rétenzione illégale d'informations portant sur la sécurité nationale",



mais aussi "entrave à la justice" et "faux témoignage".

Donald Trump avait déjà été inculpé début avril par la justice de l'État de New York pour plusieurs fraudes comptables en lien avec un paiement réalisé avant la présidentielle de 2016 pour faire taire une actrice de films X qui dit avoir été sa maîtresse.

Il n'en a d'ailleurs pas fini avec les prob-

èmes judiciaires. Une procureure de Géorgie doit annoncer d'ici septembre le résultat de son enquête sur les pressions qu'il aurait exercées pour tenter de changer le résultat de la présidentielle de 2020.

Un procureur spécial enquête en parallèle sur son rôle dans l'assaut contre le Capitole, le 6 janvier 2021.

## Environnement : les cheveux de sénateurs plus contaminés aux polluants et métaux



**Du mercure, des pesticides, des plastifiants, mais aussi des "terres rares", ces métaux utilisés notamment dans les smartphones... Voici ce que révèle l'analyse, dont les résultats ont été publiés mardi, de mèches de cheveux de 26 élus socialistes qui se sont prêtés à l'expérience.**

Des polluants, des métaux, des "terres rares"... Voici ce que recèlent les cheveux des 26 sénateurs et sénatrices socialistes ayant participé à une analyse dont les résultats ont été publiés mardi 27 juin. Les parlementaires ont confié en juillet 2022 une mèche de leurs cheveux au laboratoire privé et indépendant toxSeek, qui a réalisé un dépistage de 1 800 polluants organiques et 49 métaux.

"C'est une alerte qu'on envoie", commente à l'AFP la sénatrice du Lot Angèle Préville, qui a impulsé cette étude. "Si c'est

dans nos cheveux, ça veut dire qu'on est contaminés", ajoute l'élu, très engagée en faveur de l'environnement, en particulier contre la pollution par les plastiques.

Les analyses ont mis en évidence chez 93 % des sénateurs une présence de "terres rares" (lanthanides) supérieure à la population témoin du laboratoire. Les "terres rares" sont des métaux et des composés métalliques utilisés dans la fabrication d'objets de haute technologie qui ont envahi notre quotidien : puces de smartphone, écrans d'ordinateurs portables, batteries de voitures électriques et hybrides, LED...

Cette prévalence supérieure à la population générale peut probablement être expliquée, selon toxSeek, par l'utilisation importante et régulière des outils de communication par les élus.

**Exposition "répétée et régulière" à des polluants**

Sans grande surprise en revanche, le mercure, ce métal lourd présent notamment dans les amalgames dentaires ou certains poissons, est retrouvé chez tous les séna-

teurs testés.

Ils sont aussi tous "contaminés" par au moins un pesticide. Quelque 45 produits différents (herbicides, fongicides, insecticides) ont été identifiés, dont le carbofuran – un pesticide interdit en Europe depuis 2008.

Enfin, le plastifiant "di-n-octyl phthalate" (DOP) a été détecté chez 69 % des élus. Les plastifiants sont utilisés pour donner de la souplesse aux plastiques.

La parlementaire la plus engagée contre la pollution, Angèle Préville, est aussi celle qui est la plus préservée des polluants.

"Notre mode de vie pèse sur notre qualité sanitaire, c'est clair", relève le président du groupe socialiste Patrick Kanner, qui fait partie des sénateurs testés. "Quand je suis à Paris, matin, midi et soir je mange à l'extérieur, et je ne maîtrise pas ce que je consomme", témoigne le sénateur du Nord, qui cumule "terres rares", mercure, pesticides, phthalates – des substances chimiques utilisées comme plastifiants – et parabène – un conservateur essentiellement utilisé dans les cosmétiques.

Pour Matthieu Davoli, cofondateur du groupe toxSeek, à l'exception des "terres rares", les résultats "sont très cohérents à ce qu'on voit habituellement" dans la population. Cela témoigne d'une exposition "répétée et régulière" à des polluants présents dans l'alimentation et dans des produits cosmétiques ou d'hygiène.

Il souligne qu'"une contamination sur le long terme peut apporter des effets de perturbations endocrinien et amener à des maladies chroniques, auto-immunes, neurodégénératives, (des) cancers..."

**"Cela interroge les modes de production et de consommation de notre société"**

Concernant les "terres rares", sept sénatrices et sénateurs ont une "contamination significative", dont Yan Chantrel, représentant les Français établis hors de France, en l'occurrence le Canada.

Après avoir modifié ses habitudes, il a accepté d'être retesté à l'automne prochain, avec deux de ses collègues ayant déclaré des symptômes pouvant être associés à une intolérance aux champs magnétiques (fatigue importante, maux de tête...). Couper le wifi la nuit, ne pas utiliser son smartphone comme réveil... de petits gestes à pratiquer au quotidien pour agir individuellement.

Mais le sénateur insiste pour que les questions de santé publique soient "intégrées pleinement" dans les politiques environnementales. "Cela interroge les modes de production et de consommation de notre société, qui créent finalement des nouvelles maladies", alerte Yan Chantrel.

L'Assemblée nationale n'est pas en reste. Mercredi, le député écologiste Nicolas Thierry présentera à la presse les résultats d'une analyse de substances persistantes et polyfluoroalkylées (PFAS), plus connus sous le nom de "polluants éternels", réalisée dans les cheveux de 14 députés.

## Europe

# "Peu probable" que la fumée des incendies au Canada affecte la qualité de l'air en Europe

**Alors que 81 feux de forêt sont actifs au Québec, dont 27 considérés comme hors de contrôle, la fumée des incendies qui ravagent le Canada a atteint lundi le continent européen. Mais "il est peu probable" que les particules fines en suspension dans cette fumée d'incendie aient un impact sur la qualité de l'air en Europe, selon l'observatoire européen Copernicus.**

**L**a fumée des incendies sans précédent au Canada a atteint, lundi 26 juin, l'ouest de l'Europe, mais les particules fines qu'elle contient circulent à plusieurs kilomètres d'altitude et il est "peu probable" qu'elles aient un impact sur la qualité de l'air en Europe, a indiqué l'observatoire européen Copernicus, interrogé par l'AFP.

"Le panache de fumée atteint la péninsule ibérique ainsi que l'Irlande et le Royaume-Uni, et finira par traverser la France, les pays du Benelux, l'Allemagne avant de poursuivre plus à l'est", a précisé lundi Mark Parrington, scientifique au Service de surveillance de l'atmosphère de Copernicus (CAMS).

"Nos prévisions", établies à partir d'observations par satellite, "montrent des valeurs élevées de concentrations d'aérosols (...) à travers l'Atlantique, mais principalement à des altitudes très élevées et il est peu probable que cela ait un impact sur la qualité de l'air en Europe", a-t-il ajouté.

Ces aérosols désignent les particules fines en suspension dans cette fumée d'incendie, composée notamment de monoxyde de carbone, un "produit de combustion incomplète" dont la "durée de vie atmosphérique d'environ un mois" en fait un "très bon traceur du transport des fumées".

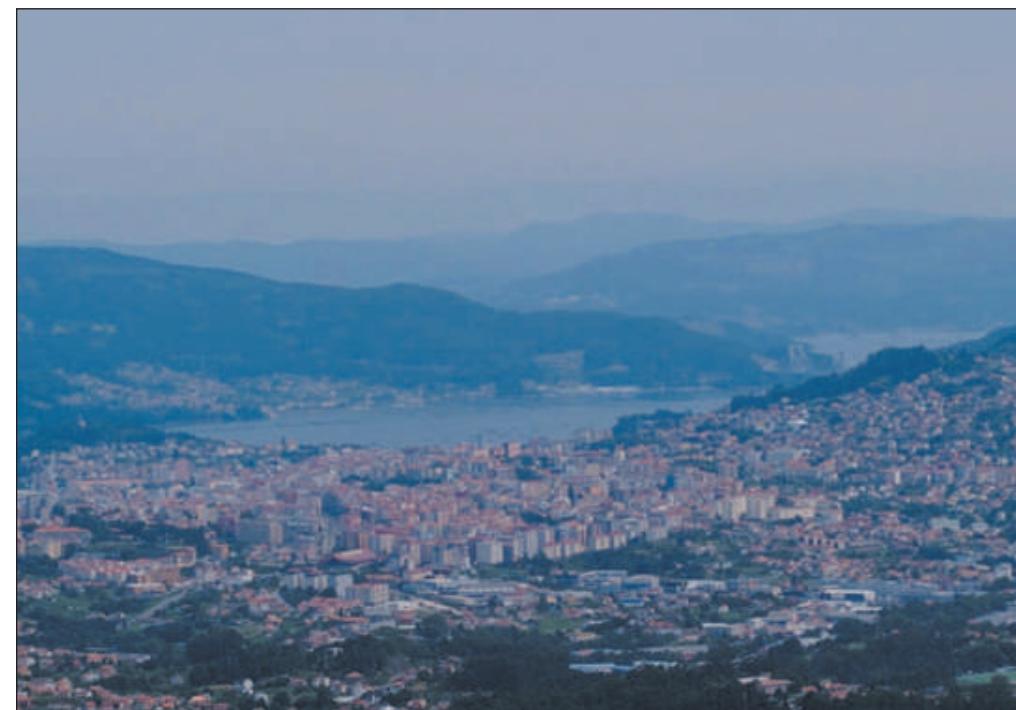
a souligné le scientifique.

"Le transport à longue distance des fumées, et de la pollution atmosphérique en général, se produit à des altitudes élevées, entre 2 et 8 km, où la durée de vie atmosphérique de certains polluants est plus longue et où ils peuvent être transportés plus rapidement par des vents plus forts, tels que le courant-jet dans le cas des fumées provenant des incendies dans les régions boréales", a détaillé Mark Parrington.

## Plus de 7,4 millions d'hectares brûlés depuis début janvier au Canada

"Ce phénomène n'est pas rare lorsque les émissions sont suffisamment importantes, comme dans le cas des incendies de forêt" et "nous observons pratiquement chaque année un transport de fumée similaire à travers l'Atlantique à partir d'incendies en Amérique du Nord".

"Pour l'instant, il n'y a pas d'impact prévu pour Paris et l'Île-de-France", a indiqué l'observatoire Airparif, contacté par l'AFP lundi matin. "Mais on ne peut pas exclure du dépôt, c'est-à-dire des retombées" si les courants atmosphériques se modifient dans les prochains jours et que les strates d'altitude se mélangent aux strates inférieures, a expliqué Pierre Pernot, ingénieur chez



Airparif.

festations culturelles et sportives.

Sur l'ensemble du pays, le Centre inter-services des feux de forêt du Canada (CIFFC) recense 470 feux actifs, dont 244 hors de contrôle. Le Canada vit une année sans précédent, avec plus de 7,4 millions d'hectares brûlés depuis début janvier.

# L'inquiétude plane sur les objectifs climatiques de l'UE

**L**es ambitieux objectifs climatiques européens pour 2030 ont « du plomb dans l'aile », a averti lundi la Cour des comptes de l'UE, pour qui « peu d'éléments » prouvent que les actions et financements prévus seront suffisants pour les atteindre.

Le plan climat de l'Union européenne (UE) prévoit une réduction de 55 %, par rapport à 1990, des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, assortie de gains d'efficacité énergétique et d'un objectif contraignant de 42,5 % de renouvelables dans la consommation d'énergie.

Certes, l'UE a globalement atteint les objectifs qu'elle s'était fixés pour 2020 sur le plan du climat et de l'énergie. Mais « elle y est parvenue notamment grâce à des facteurs externes », comme la crise financière de 2009 et la pandémie de COVID-19 qui ont réduit la consommation et les émissions de CO2, relève la Cour dans un rapport.

« L'inquiétude plane » sur les années à venir : « Nous n'avons trouvé que peu d'éléments laissant penser que les ambitieux objectifs [pour] 2030 donneront lieu à des actions suffisantes. Rien n'indique qu'un financement suffisant sera à disposition », relève l'institution basée au Luxembourg.

Dans son précédent budget 2014-2020, l'UE était censée consacrer 20 % au climat, mais selon les auditeurs, seuls 13 % y ont été réellement alloués.

Désormais, l'UE s'est engagée à consacrer au moins 30 % de son budget 2021-2027 à l'action climatique, soit 87 milliards d'euros par an.

Même s'il est respecté, « ce montant représente moins de 10 % du total des investissements nécessaires, estimés à 1 milliards annuels. Le reste devrait provenir de fonds nationaux et privés », précise le rapport.



Or, il n'y a aucune assurance sur ces derniers, faute de détails : les données disponibles sur les besoins en investissements et sources de financement « ne suffisent pas à déterminer si les plans [climatiques] nationaux fournissent une base solide » en vue de 2030, déplore la Cour.

« Ces plans ne disent pas grand-chose sur la manière de combler l'écart de financements. Nombre de signaux ne nous rendent pas optimistes, il est clair qu'il faut davantage d'efforts », a observé l'auditeur Lorenzo Pirelli devant la presse.

## Manque de transparence

Écueil majeur : « le manque de transparence » en raison des « flexibilités » accordées aux États pour atteindre leurs objectifs nationaux.

Pour atteindre les niveaux cibles de 2020, plusieurs pays ont ainsi dû acheter des quotas d'émissions ou des parts d'énergie renouvelable auprès d'autres États qui avaient, eux, dépassé leurs objectifs.

En avril 2023, la France n'avait pas encore acheté les parts manquantes pour

atteindre son objectif de renouvelables, cas unique dans l'UE.

Cinq autres pays (Slovénie, Irlande, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg) n'ont pu compter sur leur seule production de renouvelables, n'atteignant leur objectif que grâce aux flexibilités permises par Bruxelles (achat d'énergie auprès d'autres États, projets communs interétatiques...).

Mais sans transparence sur leur « rapport coût-efficacité », déplore la Cour.

Autre source d'inquiétude : « les plans nationaux ne sont pas suffisamment ambitieux » pour atteindre l'objectif collectif d'efficacité énergétique que se sont fixés les Vingt-Sept à l'échelle de l'UE.

## À l'aveugle

Enfin, la Cour recommande de comptabiliser toutes les émissions de gaz à effet de serre générées par l'UE, y compris celles liées aux marchandises importées ainsi qu'au transport aérien et maritime. Si ces dernières étaient incluses, les émissions de l'UE augmenteraient d'environ 10 %, estime le rapport.

C'est pourtant un « élément crucial » dans la transition vers la neutralité carbone que vise l'UE à l'horizon 2050, insiste Joëlle Elvinger, responsable de l'audit.

Le premier rapport, également publié lundi, de l'Observatoire européen de la neutralité climatique, structure créée par plusieurs think tanks (groupes de réflexion) européens, appelle également l'UE à accélérer ses efforts si elle veut atteindre ses objectifs climatiques.

Il pointe la réduction trop lente des combustibles fossiles dans la production d'électricité, le rythme insuffisant de baisse des émissions des bâtiments, et la persistance de subventions massives des États de l'UE aux énergies fossiles, qui ont « explosé » en 2021-2022 face à la flambée des cours, au risque « de mettre en péril l'ensemble de la transition ».

Plus généralement, « l'UE doit se doter de processus efficaces de collecte de données et de suivi des progrès, pour que nous n'avancions pas à l'aveugle », prévient Eike Karola Velten, de l'Institut en écologie de Berlin, autrice principale du rapport.

## NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that:  
**British Oil & Gas Exploration Pvt Ltd**, a Global Business Company having its Registered Office at St. James Court, Suite 308, St. Denis Street, Port Louis, Republic of Mauritius, is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1) (d) (i) of the Companies Act 2001.  
 The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.  
 Any objection to the removal under Section 313 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not less than 28 days after the date of this notice, at latest 25th day of July 2023.  
 Dated this 28th day of June 2023

**FIRST ISLAND TRUST COMPANY LTD**  
 Company Secretary

JEUDI 29 JUIN 2023

## SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that **Thursday the 20th day of July 2023 at 13.30 hrs**, shall take place before the Master's Court, Master & Registrar, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Street, Port Louis, the Sale by Licitation of a portion of land of the extent of **105.52 square metres**, situate at Coastal Road, Grand Gaube in the District of Riveire du Rempart bounded as follows:- "Vers le Nord, par des réserves de 1.30m suivant la route cotière de Saint Francois, Grand Gaube sur 15.85m; Vers l'Est ,par le surplus des terres de l'Etat sur deux lignes mesurant 7.90m et 10.45m; Vers le Sud, par le surplus des terres de l'Etat sur 17.70m; Vers l'Ouest, par le surplus des terres de l'Etat sur 17.70m; Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever. There exists on the abovedescribed portion of land a concrete storeyed building of 283.25 square metres provided with water and electricity supply with all that may depend or form part thereof generally whatsoever without any exception of reservations. The house comprises the following:- **GROUND FLOOR** - A low cost Housing Type,of gross covered area of 66.49 square metres. There is a front, rear and side extension of total gross covered area of 75.00 square metres. It is made of concrete block walls under reinforced concrete slab with concrete floor having ceramic tiles as floor cover. It comprises 4 bedrooms, 2 living/dining rooms, 2 toilets/bathrooms, 1 kitchen and 1 open verandah comprises 4 bedrooms, 2 living/dining rooms, 2 toilets/bathrooms, 1 kitchen and 1 open verandah. **FIRST FLOOR** - The first floor of total adjusted gross covered area of 66.49 square metres made of concrete block walls under reinforced concrete slab with concrete floor having ceramic tiles as floor cover. The rear addition of gross covered area of 22.94 square metres is made of concrete block walls under corrugated iron sheets roof while the front open verandah of gross covered area of 5.05 square metres is made of concrete block walls under corrugated iron sheets. It comprises 2 bedrooms, 1 bathroom and WC, 1 kitchen, 1 living/dining room, laundry and open verandahs. **SECOND FLOOR** - There is a second floor of gross area of 31.28 square metres made of concrete block walls under concrete slab. It comprises one living room, one bedroom, kitchen, bathroom, toilet and an open verandah. The parties are owners of the plot of land of 105.52 square metres in virtue of title deed transcribed in TV 4343/68. **The said sale is prosecuted at the request of (i) Marie Sylvia VELLIN, (born FOI) (ii) Marie Shirley Dorine ROUSSEAU, (born FOI) and (iii) Marie Claire DAVID, born SEEWOOSURUN against Louis Bruneau FOI.** All parties claiming a right to take inscription of mortgage on the said property described above, are warned that they must do so before the Judgment of Adjudication, failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.  
 Dated at Port Louis, this 26th day of June 2023.

**Mrs S. B. JADDOO**  
 Of No. 24, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.  
 Attorney in Charge of the Sale.

## IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS FAMILY DIVISION

FD 3273/21

In the matter of:-

Nandane Pahan	PETITIONER (W)
V/S	
Ramesh Pahan	RESPONDENT (H)

### NOTICE IN DENUNCIACTION

TAKE NOTICE you the abovenamed Respondent, in order that you may not plead or pretend ignorance of same, that the above matter has been fixed to **Tuesday the 12th day of September, 2023 at 9.30 hours for PRESENTATION ANEW.**

TAKE FURTHER NOTICE that you are hereby required, called upon and summoned to be and appear before the Honourable Judge who may be sitting at Chambers, Family Division, New Supreme Court Building, Edith Cavell Street, Port Louis on the aforesaid date and hour.

Warning you that the above matter shall be heard on the aforesaid date and hour, whether you be present or not.

This publication is being made in virtue of an Order made on the 24th day of May, 2023 by The Honourable, Her Ladyship, Mrs R. D. Dabie, Judge of the Supreme Court.

Under all legal reservations.  
 Dated at Port Louis, this 22nd day of June, 2023.

**Me. B. Ramlochund**  
 Of Les Jamalacs Building, Vieux Conseil Street, Port Louis.  
 Petitioner's Attorney

## SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 20th day of July 2023 @ 13.00 hrs**, shall take place before the Master's Court, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, c/r Desroches & Edith Cavell Streets, Port Louis, the Sale by Licitation of a portion of land of **400 square metres** situate at Anse Goeland, Rodrigues which has been leased from the State of Mauritius for a period of 19 years as from 20/01/2006 to expire on 30/06/2025 as per lease agreement registered and transcribed at Rodrigues in Vol. TB ROD 70 No.45. "Towards the North by Lot No.1417003 on 21.75m; Towards the East by Lot No.1417013 on 23.00m; Towards the South by an access on 10.00m; Towards the West partly by reserves along an access on 23.25m and partly by surplus of State Land on 3.80m". There exists on the abovedescribed portion of land a concrete storeyed building provided with water and electricity supply and with all that may depend or form part thereof generally whatsoever without any exception or reservations. The house comprises the following:- The ground floor consists of:- A bed room, a living room, a kitchen, a toilet and a bathroom, a terrace, a garage. The first floor consists of 3 bedrooms, a living room, a kitchen, a bathroom and toilet and a terrace. Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever. **The said sale is prosecuted at the request Nathanael PASNIN of Fond La Digue, Rodrigues against Marie Diana Natacha LAM PO.** All parties claiming a right to take inscription of Mortgage on the said property described above, are warned that they must do so before the Judgment of Adjudication, failing which they will forfeit such right.

Under all legal reservations.  
 Dated at Port Louis, this 23rd day of June, 2023.

**Me. P. NATHOO**  
 Of No.10, Georges Guibert Street, Port Louis.  
 ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

## SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 20th day of July 2023 at 13.30 hrs**, shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by Licitation of a portion of land of **296 square metres** situate at La Rosa, New Grove in the District of Grand Port as per title deed registered and transcribed in TV 201903/00927 which is bounded as follows:- "Au Nord-Est, par le Lot No.19 ci-après sur 21.00m; Au Sud-Est par des réserves de 2.00m de large, longeant un chemin asphalté de 6.00m de large, sur lequelles le lot présentement décrit aura un droit de passage pour accéder au dit chemin sur 14.10m; Au Sud-Ouest par le Lot No.17 ci-avant décrit sur 21.00m; finalement au Nord-Ouest par les Lots No. 25 et No. 26 du Morcellement VRS 1(A) de New Grove sur 14.10m". Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever. The said plot of land is bare. **The said sale is prosecuted at the request of Marie Catherine Sonia THERESE against 1.- Marie Emilie Anne-Lise THERESE and 2.- Marie Aurelie Annalie THERESE.** All parties claiming a right to take inscription of mortgage on the said property described above, are warned that they must do so before the Judgment of Adjudication, failing which they will forfeit such right.

Under all legal reservations.  
 Dated at Port Louis, this 26th day of June 2023.

**Me. P. Nathoo**  
 Of No. 10, Georges Guibert Street, Port Louis.  
 ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

## SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 12 October, 2023 at 13hrs30, shall take place before the Master's Court, Supreme Court Building, Corner Edith Cavell and Desroches Streets, Port-Louis, the sale by levy of the following immovable property, viz :

1. Une portion de terrain de la contenance de trois mille cent trente cinq mètres carrés (3135m<sup>2</sup>), située au quartier de la Rivière Noire, lieu dit Tamarin, étant la treizième portion décrite au rapport d'arpentage de Monsieur L.F.K.Li Mew Tung, arpenteur, en date du dix huit Juillet deux mille cinq et clos le dix huit Août deux mille cinq, enregistré au Reg. L.S. 56 No.2874, étant le Lot No. 23 du lotissement dont il est ci-après parlé, (désigné ci-après « le lotissement ») bornée d'après ledit rapport d'arpentage, comme suit :-

Au Nord Est par une bande de terre de six mètres (6.00m) de large formant la réserve d'un chemin commun de six mètres (6.00m) de large et sur laquelle le propriétaire de la portion présentement décrite aura un droit de passage pour accéder au dit chemin commun sur une longueur développée de soixante cinq mètres et seize centimètres (65.16m);

Au Sud Est par le surplus du terrain appartenant à The Medine S.E. Co Ltd sur une longueur développée de quarante six mètres (46.00m);

Au Sud Ouest par la 14eme portion ci-dessous décrite (lot No 24 du lotissement) sur soixante cinq mètres (65.00m);

Au Nord Ouest par le surplus du terrain appartenant au Tamarina Golf Estate Co Ltd sur quarante huit mètres et cinquante centimètres (48.50m);

Et 2. Une villa individuelle de TYPE D (MIRRORED) édifiée sur la susdite portion de terrain et dont la description suit:-

**VILLA-TYPE D (MIRRORED)**

Une villa en blocs de ciment sous dalles recouverte de bardeaux d'une superficie intérieure totale (hors murs) de SEPT CENT QUATRE METRES CARRES et comprenant :-

Un salon-salle à manger de soixante quinze décimal neuf mètres carrés.

Une toilette de quatre décimal sept mètres carrés.

Une terrasse d'entrée de seize décimal huit mètres carrés.

Une véranda de soixante seize mètres carrés.

Une chambre à coucher principale de trente sept décimal neuf mètres carrés.

Une salle de bains attenante à la chambre à coucher principale de vingt huit décimal quatre mètres carrés.

Un vestiaire attenant à la chambre à coucher principale de dix décimal un mètres carrés.

Une deuxième chambre à coucher de vingt trois décimal deux mètres carrés.

Une salle de bains attenante à la deuxième chambre à coucher de onze décimal deux mètres carrés.

Un vestiaire attenant à la deuxième chambre à coucher de cinq mètres carrés.

Un porche en prolongement de la deuxième chambre à coucher de dix décimal deux mètres carrés.

Une troisième chambre à coucher de vingt trois décimal deux mètres carrés.

Une salle de bains attenante à la troisième chambre à coucher de onze décimal deux mètres carrés.

Un porche en prolongement de la troisième chambre à coucher de dix décimal deux mètres carrés.

Une quatrième chambre à coucher de vingt et un décimal sept mètres carrés.

Une salle de bains attenante à la quatrième chambre à coucher de onze décimal deux mètres carrés.

Un vestiaire attenant à la quatrième chambre à coucher de cinq mètres carrés.

Un porche en prolongement de la quatrième chambre à coucher de dix décimal deux mètres carrés.

Une cuisine de vingt huit décimal neuf mètres carrés.

Une deuxième remise de quatre décimal quatre mètres carrés.

Une lingerie de onze décimal deux mètres carrés.

Un abri-garage avec un porche en prolongement de cinquante sept décimal un mètres carrés.

Un local abritant la chaudière et les bonbonnes de gaz de deux décimal deux mètres carrés.

Un couloir de vingt sept décimal cinq mètres carrés.

Une terrasse de piscine et un kiosque de cent dix sept décimal huit mètres carrés.

Une piscine de cinquante quatre décimal deux mètres carrés.

Et un local technique pour les accessoires de piscine de trois décimal six mètres carrés.

### Parcours de golf et beach club

TAMARINA GOLF ESTATE COMPANY LIMITED a déclaré à l'acte transcrit au Volume TV 6210 No.8 qu'un parcours de golf de dix huit trous avec un « club house » a été emménagé par la compagnie « TAMARINA GOLF CLUB LIMITED » sur un terrain limitrophe au lotissement (ci après appelé « le Club de golf »). Par ailleurs, « THE MEDINE SUGAR ESTATES COMPANY LIMITED » a emménagé un espace en bord de mer devant servir de « beach club », à l'emplacement indiqué au plan d'ensemble du lotissement ».

TAMARINA GOLF ESTATE COMPANY LIMITED a déclaré, au contrat de Vente transcrit au Volume TV 6210 No.8, qu'elle a passé un accord :

Premièrement avec « TAMARINA GOLF CLUB LIMITED » donnant le droit perpétuel au propriétaire de chaque lot du lotissement de nommer deux personnes qui seront membres du Club de Golf ;

Deuxièmement avec « THE MEDINE SUGAR ESTATES COMPANY LIMITED » donnant le droit d'accès non exclusif au susdit « beach club » pour chaque occupant de lot, sa famille et ses invités,

A condition toutefois de se conformer aux règlements de ces clubs.

L'acquéreur déclare avoir pris connaissance des deux susdits accords.

Le vendeur déclare subroger l'acquéreur activement et passivement dans tous ses droits et obligations découlant des susdits accords (mais en tant seulement que ces droits et obligations concernent les biens présentement vendus) afin que ce dernier puisse les exercer comme le vendeur pouvait le faire lui-même.

The said property bears Pin Number 1905060091.

The Usher has reported in the memorandum of seizure that there exists on the said portion of land a villa which is in a dilapidated condition, with no water and electricity supply. The villa is in an abandoned state.

Together with all appurtenances thereof generally whatsoever without any exception nor reservation and the whole more fully described in the cahier des charges filed in the above matter.

The said sale is prosecuted at the request of Absa Bank (Mauritius) Limited, formerly known as Barclays Bank Mauritius Limited against The Curator of Vacant Estates of Sir Renganaden Seenevassen Building, Jules Koenig Street, Port Louis, vested with the property and rights of (a) Miss Sabine Camille Annie Nelly CORVALAN and Mr Loïc Yoan Michel CORVALAN pursuant to an order of the Honourable Judge sitting at Chambers issued on the 26 September 2022 and (b) Minor Yohan Floris Michel CORVALAN, represented by his legal administratrix Mrs Jennifer Auguste, residing at 9, Avenue des Flamboyants, Black River.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said properties are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such right.

### Under all legal reservations.

Dated at Port-Louis, this 23 day of June , 2023.

André ROBERT, SA

BLC Robert & Associates

No. 8, Georges Guibert Street, Port-Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

**Football****Manchester United  
relance totalement le  
dossier Adrien Rabiot**

**A**drien Rabiot a reçu une offre de Manchester United et réfléchit maintenant à son avenir alors que la Juventus envisage d'augmenter sa proposition, suggèrent les rapports.

Le contrat du Français de 28 ans expire avec les Bianconeri plus tard cette semaine, le laissant risquer de quitter Turin en transfert gratuit. Il a figuré en bonne place sous Massimiliano Allegri cette saison, marquant 11 buts et fournissant six passes décisives en 48 matchs dans toutes les compétitions. La Gazzetta dello Sport détaille comment Rabiot s'est vu offrir un contrat pluriannuel lucratif par Manchester United, mais il n'a toujours pas encore pris de décision concernant son éventuel départ de la Juventus. Le club lui a déjà proposé un contrat d'un an d'une valeur nette d'environ 7 millions d'euros, mais il pourrait augmenter ce montant pour tenter de conserver le Français.

**Arsenal veut chiper Xavi Simons au PSG**

**Auteur d'une saison impressionnante avec le PSV Eindhoven, Xavi Simons est un jeune très courtisé. Et son profil plaît du côté de la Premier League.**

C'est ce qu'on appelle un choix de carrière très pertinent. Très peu utilisé au PSG en professionnel depuis son arrivée en 2020, Xavi Simons décidait d'enfin lancer sa carrière en quittant le club de la capitale. Du haut de ses 19 ans à l'époque, l'ancien joueur formé au Barça décidait de s'envoler vers l'Eredivisie où il rejoignait le PSV Eindhoven. Une saison plus tard, l'attaquant néerlandais ne doit pas du

**César Azpilicueta proche d'être libéré par Chelsea, destination l'Inter**

César Azpilicueta veut rejoindre l'Inter lors de ce mercato. Et le latéral espagnol est proche d'obtenir gain de cause, puisque Chelsea devrait bientôt le laisser partir.

**Azpilicueta devrait signer à l'Inter**

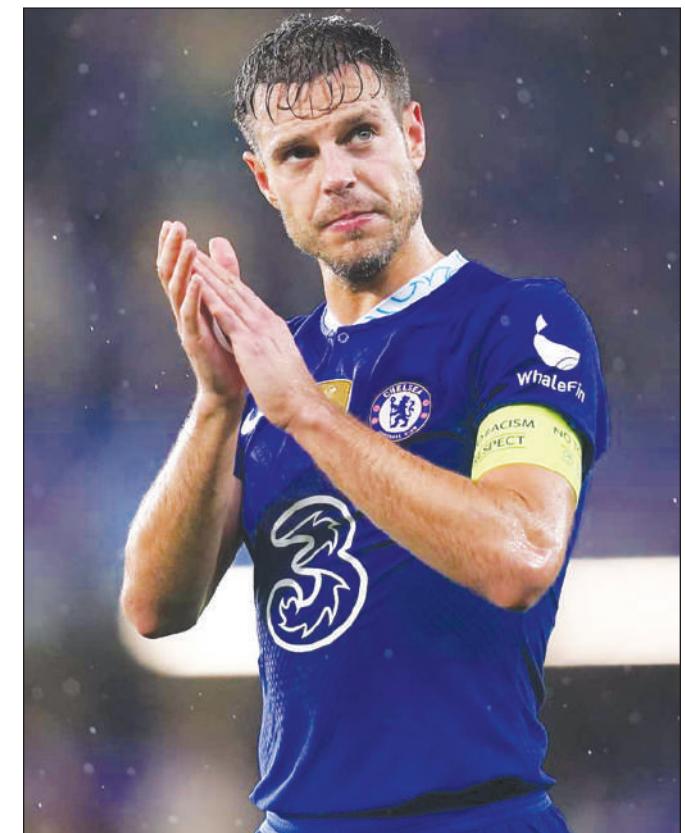
L'année dernière, l'avenir de César Azpilicueta est longtemps resté incertain. Alors que Chelsea voulait le garder, le latéral était fortement courtisé par le Barça. Toutefois, ce dernier avait finalement choisi de prolonger l'aventure dans la capitale anglaise en signant un nouveau bail avec les Blues. Mais un an plus tard, l'Espagnol a des envies d'ailleurs. Et il est proche d'obtenir ce qu'il désire.

Fabrizio Romano assure que le joueur de 33 ans veut désormais tenter une nouvelle expérience. Et qu'il s'est d'ores-et-déjà mis d'accord avec un club : l'Inter. Azpilicueta et les Nerazzurri se sont entendus sur un bail de deux ans. Et si l'ancien joueur de l'OM est encore sous contrat avec Chelsea pour un an, cela ne devrait pas poser de problème.

**Loftus-Cheek vers l'AC Milan**

Romano affirme que Chelsea devrait bientôt accepter de rompre le contrat d'Azpilicueta. L'Espagnol deviendra alors libre, et l'Inter n'aura pas à payer d'indemnité de transfert pour le faire venir. Le natif de Zizur Mayor est donc très bien parti pour aller découvrir un quatrième championnat, après avoir évolué jusqu'à présent en Liga, en Ligue 1 et en Premier League.

Azpilicueta n'est pas le seul joueur de Chelsea qui devrait prendre la direction de l'Italie. Fabrizio Romano affirme également que Ruben Loftus-Cheek se rapproche sérieusement de l'AC Milan. Le milieu de 27 ans est très



chaud pour rejoindre les Rossoneri, et s'est mis d'accord avec eux sur les contours de son potentiel contrat. Et son club actuel devrait accepter de le laisser filer pour 16 millions d'euros, plus 4 de bonus.

**Tottenham s'apprête à signer Vicario après avoir soumis une offre officielle**

**Tottenham a soumis une offre officielle pour signer le gardien Guglielmo Vicario et selon Sky Sport Italia, l'international italien signera bientôt son contrat avec les Spurs.**

Vicario devrait déménager dans le nord de Londres pour un contrat de 20 millions d'euros.

L'équipe de Premier League était parvenu mercredi à un accord verbal avec Empoli et ont maintenant soumis une offre écrite officielle à Empoli, rapporte le spécialiste des transferts de Sky Sport Italia, Gianluca Di Marzio.

Vicario était Interprincipal objectif de transfert pour remplacer André Onana, mais Les Nerazzurri devraient manquer sa signature.

Vicario, 26 ans, a passé les deux dernières saisons à Empoli, devenant l'un des gardiens les plus recherchés d'Italie et a été convoqué dans l'équipe senior des Azzurri ce mois-ci.

Empoli lui a signé un premier contrat de prêt de Cagliari en 2021, complétant son transfert permanent pour 10 millions d'euros à la fin de la saison.

Il a contribué à la survie d'Empoli en Serie A en 2021-22 en sauvant cinq tirs au but sur les 10 qu'il a affrontés.